

ARRETE DU MAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

N°ST 2023_364

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

VU la demande en date du 04 octobre 2023 par laquelle l'entreprise UPTTEL DECINES, représentée par Monsieur ZIDELMAL Abdelhafidh, sollicite l'autorisation d'effectuer des travaux de réfection de trottoirs au droit des N°7 et 9 rue de la Liberté, à compter du 18 octobre 2023 pour une période de 25 jours,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU le Code général des Propriétés des Personnes publiques,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU le Code de la Voirie routière,

VU le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

VU le Règlement de Voirie communale,

VU la délibération 2019_070 du 9 juillet 2019,

VU l'état des lieux,

CONSIDERANT que pour permettre la réalisation des travaux Rue de la Liberté, d'assurer la sécurité des employés chargés de leur exécution, et des usagers de la voie, il y a lieu d'arrêter les dispositions suivantes,

A R R E T E

Article 1 - Autorisation : Du 18 octobre au 11 novembre 2023, le bénéficiaire est autorisé à effectuer des travaux comme énoncé dans sa demande au droit des N°7 et 9 rue de la Liberté, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 2 – Réglementation : La circulation et le stationnement au droit des N°7 et 9 rue de la Liberté seront réglementés comme suit, selon les besoins du chantier :

- La circulation sera régulée en alternat par des hommes fanions, entre le rond-point de l'Europe et le rond-point de la Liberté.
- La vitesse dans l'emprise et à proximité du chantier sera limitée à 30 km/h.
- L'accès aux propriétés riveraines et aux services de secours sera maintenu.
- La circulation des piétons se fera sur le trottoir opposé.
- L'arrêt et le stationnement des véhicules autres que ceux du bénéficiaire seront interdits dans l'enceinte du chantier.

Article 3 - Sécurité et signalisation : La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux, sous contrôle des services de la commune, par le bénéficiaire. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée. La signalisation permanente sera adaptée simultanément pour être en cohérence avec la signalisation temporaire.

Article 4 - Publication, affichage et diffusion : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur. Madame la Directrice générale des Services du Département, Monsieur le Chef de service Aménagement du territoire Sud Grésivaudan, Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police municipale, le bénéficiaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 5 - Recours : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,
Le 05 octobre 2023,

Le Maire,
Raphaël MOCELLIN,

Pour le Maire et par délégation,

La Cheffe de Espaces Publics,
Gwenaëlle LAMY

